

L'Adresse—M^{me} Jewett

En intervenant dans le débat de l'Adresse en réponse au discours du trône, monsieur le Président, et en m'adressant à la Chambre pour la première fois au cours de la présente législature, je voudrais profiter de l'occasion pour remercier les électeurs de New Westminster-Coquitlam de m'avoir réélue à la Chambre et de m'avoir renouvelé leur confiance et leur appui. Je suis honorée et fière de pouvoir continuer à les servir.

Tous les partis ont fait des promesses durant la dernière campagne électorale. Nous avons, pour notre part, promis de représenter les simples citoyens du Canada et de défendre leurs intérêts, de lutter pour une fiscalité équitable, pour l'égalité des femmes, pour la préservation des services sociaux, pour le désarmement et la paix. Nous sommes fidèles à nos promesses.

Que pouvons-nous dire des conservateurs et de la façon dont ils ont été fidèles à leurs promesses à eux? Faisant campagne cet été, le premier ministre (M. Mulroney) a déclaré que le principe de l'universalité des services sociaux pour les Canadiens constituait «un dépôt sacré que respecterait un gouvernement conservateur». Or à peine quelques semaines plus tard nous voyons le gouvernement actuel se préparer à négocier et, peut-être à abandonner ce dépôt sacré.

La ministre actuelle de l'Emploi et de l'Immigration (M^{lle} MacDonald) est venue faire campagne dans ma circonscription et a déclaré aux retraités que les craintes que les conservateurs réduisent les services sociaux étaient «pures foutaises» et qu'il n'était «absolument pas question de les réduire». Que ce soit contre son gré ou non, c'est elle qui nous sert maintenant des tas de sottises, puisque nous voyons les conservateurs projeter des compressions dans les services sociaux et même dans son propre ministère.

Qu'en est-il des impôts injustes? Au cours d'un débat télévisé avec les chefs des deux autres partis, le premier ministre a promis d'agir pour obliger les Canadiens les mieux nantis, dont un grand nombre ne paient pas d'impôt sur le revenu, à acquitter de généreuses cotisations fiscales. Rien de semblable n'a été annoncé dans le discours du trône ou dans l'exposé économique que le ministre des Finances (M. Wilson) a présenté l'autre soir.

La liste des mensonges et de promesses non tenues des conservateurs est déjà longue, mais c'est à l'égard des Canadiennes que leur comportement est le plus honteux. On a renié la promesse hâtive du premier ministre sur le respect des contrats, qui visait à poursuivre l'action positive dans les entreprises faisant affaires avec le gouvernement fédéral. Les Canadiennes attendent toujours qu'on leur verse une rémunération égale pour le travail d'égale valeur. Elles attendent toujours l'augmentation des pensions, de même que l'expansion et le financement des services de garderie. On pourrait soutenir que tous les partis, surtout ceux qui ont l'espoir d'accéder au pouvoir, font une foule de promesses qu'ils ne peuvent pas tenir une fois élus. Il est toutefois difficile d'accepter que ce qui était tenu pour une obligation sacrée un jour puisse être sacrifié le lendemain. Le résultat, monsieur le Président, et ce qui nous inquiète par-dessus tout, c'est qu'au lieu de faire naître la confiance que ce gouvernement cherche à inspirer, pareil comportement va rendre les gens méfiants. Comment l'électorat canadien peut-il prendre le gouvernement au sérieux quand il dit un jour que l'universalité est négociable après avoir dit la veille qu'elle était un dépôt sacré?

• (1510)

En matière d'emplois, monsieur le Président, les autres députés de mon parti ont suffisamment fait voir dans leurs interventions la duperie conservatrice. Avec leurs belles promesses de redonner du travail à des milliers et des milliers de Canadiens, de créer des emplois et de faire naître la prospérité, les conservateurs ont gagné l'appui de beaucoup de Canadiens. Le discours du trône ne donnait pas d'effet à ces promesses, et le ministre des Finances (M. Wilson) les a enterrées sans cérémonie la semaine dernière. La vraie politique d'emploi des conservateurs, c'est l'économie de marché comme on l'entendait au XIX^e siècle.

M. Benjamin: Dites plutôt au XVIII^e siècle.

Mme Jewett: Non, pas tout à fait. On laisse au célèbre secteur privé des grands monopoles le soin de s'occuper de la création d'emplois, tout comme l'Iron Ore Company of Canada s'est occupée de la création d'emplois à Schefferville, et comme B.C. Packers s'occupe des emplois sur la côte ouest.

Ce qu'il y a comme initiative que le gouvernement pourrait prendre, que nous le pressons de prendre et que les Canadiens attendent de lui, ce serait d'appuyer directement et indirectement l'industrie forestière, pour prendre un exemple très important, en particulier l'industrie forestière de la Colombie-Britannique. J'aimerais donner un exemple du drame qui se déroule dans cette industrie et dans celles qui lui sont connexes.

Il y a à New Westminster un fournisseur de machines pour pâtes et papiers, Lamb-Cargate Industries, récemment victime de la politique gouvernementale des hauts taux d'intérêt. C'est une entreprise industrielle clé, non seulement dans ma circonscription mais dans la province et au pays. La politique gouvernementale des hauts taux d'intérêt l'empêche de faire face à la concurrence sur ses propres marchés intérieurs. Les constructeurs étrangers de machines pour pâtes et papiers, grâce aux taux d'intérêt plus favorables et parfois subventionnés dont ils bénéficient dans leur pays, décrochent des marchés dans notre propre province et notre propre pays. Ce qu'il faut aux Canadiens et ce qu'ils attendent du gouvernement fédéral, monsieur le Président, ce sont des taux d'intérêt moins élevés qui aident l'industrie forestière, et une véritable planification économique à l'échelle nationale.

Je suis fière de continuer à être pour la présente législature, le porte-parole officiel de mon parti en ce qui concerne les affaires extérieures en général et la politique d'aide au développement international en particulier. En vérité je m'inquiète vivement de la forme que commence à prendre la politique étrangère du gouvernement.

Mais avant d'aborder les inquiétudes qu'elle m'inspire, je me permettrai de signaler certains points sur lesquels s'accordent tous les partis présents à la Chambre. Une telle unanimité intervient à l'occasion d'une grande perte. La mort attristante et prématurée d'Indira Gandhi, cette femme qui a joué un rôle remarquable dans la vie politique de notre époque à la tête du plus grand pays démocratique du monde, ne constitue pas une perte uniquement pour la population de l'Inde, car ce sentiment est partagé par tous les députés à la Chambre. Nous nous inquiétons également du climat de violence qui continue de secouer l'Inde, et bien des membres modérés de la communauté sikh de notre pays nous ont fait part de leur inquiétude à